Document généré le 2 juin 2025 15:15

Bulletin d'histoire politique

Le nouveau programme d’histoire a largué le « nous » au profit du « je »

Jacques Rouillard

Volume 15, numéro 2, hiver 2007

Débat sur le programme d’enseignement de l’histoire au Québec

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1056116ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1056116ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Rouillard, J. (2007). Le nouveau programme d’histoire a largué le « nous » au profit du « je ». *Bulletin d'histoire politique*, *15*(2), 85–87. https://doi.org/10.7202/1056116ar

Tous droits réservés © Association québécoise d’histoire politique; VLB Éditeur, 2007

Ce document est protégé par la loi sur le droit d’auteur. L’utilisation des services d’Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d’utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l’Université de Montréal, l’Université Laval et l’Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Le nouveau programme d'histoire a largué le « nous » au profit du « je »

JACQUES ROUILLARD
Professeur titulaire au département d'histoire
responsable du programme en études québécoises

L'annonce du nouveau programme d'histoire du Canada et du Québec destiné aux étudiants de niveau secondaire (il doit s'appliquer en 2007-2008) a suscité de vives réactions au printemps dernier. En juin, le ministère de l'Éducation a refait ses devoirs et soumis une nouvelle version qui conserve cependant la même vision de l'histoire du Québec. À mon avis, les principes qui guident le programme ont pour effet d'aseptiser l'histoire du Québec et marquent un virage significatif par rapport aux visées du programme actuellement en vigueur.

La réforme des programmes d'enseignement au primaire et au secondaire entrepris depuis 2000 a lié l'enseignement de l'histoire et de la géographie à l'éducation à la citoyenneté. Comme cette réforme atteint maintenant le niveau secondaire, le ministère a présenté les orientations qui doivent guider la rédaction des manuels et éclairer les enseignants qui sont chargés d'enseigner l'histoire du Québec. Ces orientations ne sont pas sans importance car elles mouleront la mémoire des générations futures de Québécois et Québécoises. Et c'est à travers la perception du passé qu'un peuple donne un sens à son évolution, un ingrédient important qui contribue à façonner les choix de société.

Comme l'intitulé du projet de programme le précise, l'étude de l'histoire est liée, pour ne pas dire subordonnée, à l'éducation à la citoyenneté. Il est significatif que l'intitulé du programme contienne la mention « éducation à la citoyenneté », mais il ne précise pas qu'il s'agit d'un programme d'histoire du Québec et du Canada. Et c'est ici que le bât blesse. La discipline historique n'a pas de pertinence propre ; elle est mise au service des principes et des

valeurs démocratiques. L'histoire devient une sorte de faire-valoir de l'éducation citoyenne destinée à former de bons citoyens, heureux de vivre ensemble en société démocratique. Il n'y a pas si longtemps chez nous l'histoire visait à renforcer les valeurs religieuses et nationales, voilà maintenant qu'on désire raffermir les valeurs démocratiques en mettant en relief la conquête des institutions démocratiques et la nécessité d'une participation individuelle aux débats de société.

Évidemment, le parti pris de mettre l'histoire du Québec au service d'une cause a pour effet d'en colorer l'interprétation. Dans le but de se conformer à la formation citoyenne, les auteurs du programme ont privilégié certains événements et en ont marginalisé d'autres. C'est ainsi notamment qu'afin de présenter le Québec comme une société ouverte et pluraliste, ils ont mis en sourdine les valeurs communes qui ont façonné le Québec, minimisé les conflits sociaux ou nationaux et voulu gommer une identité nationale propre.

Tout le texte met constamment en relief la diversité culturelle (altérité) de la société québécoise sans véritablement préciser en contrepartie les valeurs communes qui l'ont façonnée à un moment ou l'autre de son histoire. La seule valeur commune qui est vraiment évoquée est celle de l'attachement à la démocratie. Le guide pédagogique du programme d'histoire du Québec et du Canada actuellement en vigueur dans nos écoles précisait qu'il fallait refléter et respecter la diversité tout en montrant aussi « ce qui converge et ce qui est commun ». L'élève était appelée à « être sensibilisé à la diversité des appartenances sociales » tout autant qu'à « la réalité des solidarités et des conflits ». Il est question notamment que la Nouvelle-France représente une « société originale en milieu nord-américain » qui a légué « un patrimoine ». Les élèves étaient appelés également à se pencher sur les causes et les effets de la conquête de 1760 et de constater « les difficultés de coexistence de deux sociétés différentes au sein d'une même colonie britannique » avec l'arrivée des Loyalistes.

Le programme projeté se situe dans une autre perspective. Dans le but, j'imagine, de ne pas heurter qui que ce soit, la première mouture du nouveau programme mettait en sourdine un événement central de notre histoire, la conquête (ou défaite) de 1760, alors qu'elle est un des modules du programme actuellement en vigueur. Il a fallu le tollé suscité par cet « oubli » en mai et juin dernier pour que finalement on consente à traiter spécifiquement du « changement d'empire » et de quelques unes de ses conséquences. Cependant, la volonté inclusive du projet de programme l'amène toujours à n'évoquer que très rapidement les Rébellions de 1837-1838 en omettant de souligner la dimension nationale du conflit. D'autre part, dans la thématique touchant la population et le peuplement, la majorité francophone ne

représente finalement qu'une ethnie parmi d'autres, noyée dans « la diversité des identités ». En somme, tout ce qui a pu dans notre histoire présenter des motivations nationalises est évacué comme s'il n'était pas bon que les jeunes Québécois prennent conscience que le nationalisme fait partie de la trame de leur histoire.

En fait, ce projet retient une conception libérale étroite de l'histoire qui passe sous silence les valeurs collectives qui ont façonné le Québec au profit d'une vision individualiste de son passé. Des valeurs communes comme la langue et la culture françaises, la religion catholique et les institutions propres qui ont caractérisé le Québec ne sont pas évoquées. L'approche individualiste et morcelée retenue rend, par exemple, incompréhensible l'objectif de faire du français la langue commune au Québec, la volonté autonomiste actuelle des Québécois et l'aspiration à la souveraineté de bon nombre d'entre eux. Avec un tel éclairage, comment les élèves une fois devenus adultes peuvent-il participer de manière informée à la vie en société, ce qui est précisément l'un des objectifs principaux retenus de l'éducation à la citoyenneté ? Certains y verront sans doute une manière de façonner une nouvelle mémoire collective des Québécois et Québécoises.

On doit se réjouir que le programme relève le parcours démocratique du Québec et s'attarde davantage à la présence amérindienne. Mais, à mon avis, il n'est pas acceptable de présenter une version en rose de son histoire pour favoriser le vouloir-vivre ensemble. L'histoire du Québec ne se résume pas à un long affrontement ethnique, mais il est abusif de ne pas rendre compte de la lutte des francophones pour préserver leur identité. La vérité historique est finalement mal servie pour avoir voulu arrimer l'enseignement de l'histoire à une version étriquée de l'éducation à la citoyenneté.